



**Réponses de la Région Auvergne relatives au projet de décision précisant
les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très
haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses
Du 11 juin au 13 juillet 2010**

Chamalières, le 13 juillet 2010

La Région Auvergne et ses partenaires (Départements, Agglomérations, Préfecture de région) ont lancé courant juin 2010 un appel à manifestation d'intentions auprès des opérateurs privés afin de connaître leurs projets de déploiements FttH d'ici 2015 hors les zones très denses (qui ne concernent en Auvergne que la ville de Clermont-Ferrand). Il en résulte une légitime inquiétude des Collectivités quant aux réponses reçues, celles-ci faisant état au mieux d'engagements de commencements de déploiements d'ici 2015 pour l'essentiel dans les villes centres des agglomérations uniquement.

Le projet de décision, objet de la consultation publique ouverte du 11 juin au 13 juillet 2010, ne semble malheureusement pas vouloir apaiser cette inquiétude compte-tenu des différents points exposés ci-après. D'une façon générale on ne peut que regretter que le projet de décision ne prenne pas en compte les spécificités de l'intervention publique qui risque fort de concerner une part conséquente du territoire correspondant aux zones moyennement denses et qu'il n'apporte pas de garanties appropriées aux futurs Réseaux d'Initiative Publique Très Haut Débit (RIP THD dans la suite de ce document).

1. des parallèles et des extrapolations avec les Zones Très Denses (ZTD) qui nous semblent largement surestimés concernant les Zones Moyennement Denses (ZMD) compte tenu de leur hétérogénéité

La désignation d'opérateur d'immeuble tout le long du projet de décision est en ce sens significative.

Si l'on peut aisément comprendre que dans les ZTD on parle d'opérateur d'immeuble dont le point de raccordement est très souvent le point de mutualisation, il n'apparaît pas logique de rester sur cette désignation concernant les ZMD. Le point de mutualisation dans ces zones pourra en effet se situer à plusieurs kilomètres de l'immeuble. De plus, dans la majorité des ZMD, le nombre d'immeubles est limité. Ainsi, nous semblerait-il plus pertinent de parler d'*opérateur de réseau mutualisé* correspondant aux lignes allant de la prise ou du point de raccordement au point de mutualisation.

2. des collectivités qui vont être à la peine pour obtenir les informations cruciales pour veiller à la couverture homogène de leur territoire

Il est prévu que la mise à disposition des informations relatives à la zone arrière d'un Point de mutualisation et à la partition d'une maille géographique pertinente en zone arrière de point de mutualisation soit accessible pour les opérateurs tiers figurant dans la liste établie par l'Arcep et pour les collectivités concernées *en cas de demande* ! Il ne nous paraît pas pertinent de faire une distinction entre opérateurs tiers et collectivités, ces dernières devant avoir la possibilité de vérifier les emprises des points de mutualisation par soucis de couverture globale de leur territoire. Il s'agirait que ces informations soient a minima également fournies aux collectivités porteuses des Schémas Directeur d'Aménagement Numérique du territoire (SDAN). Par ailleurs, il semblerait que l'accès à ces informations soit coûteux ce qui ne nous semble pas être justifié et qui pourrait s'avérer problématique pour les collectivités.

Il est indiqué dans le projet de décision que le point de mutualisation auquel l'opérateur d'immeuble offre l'accès est « accessible dans des conditions raisonnables non discriminatoires » et il s'en suit des préconisations de s'appuyer sur le réseau de fourreaux de France Télécom entre le Central téléphonique (NRA) et les sous-répartiteurs (SR). Nonobstant le fait que nous n'avons pas encore connaissance de l'offre de location de fourreaux, cela nous semble problématique. En effet, si les collectivités peuvent espérer obtenir prochainement l'information concernant les fourreaux de France Télécom, qu'en sera-t-il des informations relatives à leur occupation ? quelles seront les modalités pour obtenir l'information ? S'agira-t-il de demande d'études payantes ? avec quels délais d'obtention ? L'avantage de France Télécom sera notoire par rapport aux autres opérateurs tiers et aux titulaires de RIP. Rien dans la décision de l'ARCEP ne donne la perspective de mise en ligne d'un site internet par exemple où les informations seraient accessibles a minima aux collectivités porteuses des SDAN.

Au-delà de cette épineuse question de la disponibilité des fourreaux en aval du NRA et plus précisément entre le NRA et les SR, il s'agit également que le RIP se préoccupe de la collecte en amont des NRA, afin que les conditions d'accès soient « non discriminatoires ». Un nombre encore relativement important de NRA n'est pas encore raccordé en fibre optique. De surcroît, lorsqu'ils le sont, la fibre optique s'avère parfois saturée (problématique quant à la connaissance de la disponibilité de l'offre Location de Fibre Optique – LFO de France Télécom – si l'on part du principe qu'elle pourrait être compatible avec les déploiements objets du présent projet de décision). Si tel est le cas, la personne publique devra se poser la question du fibrage de certains NRA. Or, la lecture du Programme national du Très Haut Débit, paru le 14 juin 2010, dans son volet B concernant les RIP semble à ce stade exclure le

cofinancement de l'Etat sur la collecte en amont des NRA ce qui rendra les équations économiques des RIP d'autant plus compliquées.

3. de lourds risques qui vont peser sur les projets de RIP des collectivités

Dans le projet de décision, il n'est pas fait mention de maille de déploiement au sens communes par exemple. Il en résulte le risque que les opérateurs déploient sur zone économiquement rentable sans cohérence avec la limite administrative des communes, ceci aboutissant à des tâches de léopard que les collectivités devraient à terme combler dans des conditions technico-économiques déplorables. En effet, le projet de décision, dans sa rédaction actuelle, comporte des marges d'incertitudes élevées qui masquent l'ampleur du problème d'autant qu'un opérateur privé opérera une cascade de sélections suivant la rentabilité :

- en choisissant les communes les plus denses, les plus proches de son réseau de collecte, et où son taux de pénétration commercial du haut débit est fort
- en opérant un découpage dans la commune sur les quartiers les plus denses, par poches de 300 à 1000 logements et en ne fibrant pas toutes les poches
- dans une poche, en renvoyant le fibrage des rues les moins denses en fin d'obligation (5 ans dans le projet de décision), voire en attendant d'être saisi de recours
- dans les rues rentables en s'arrêtant par exemple à trois chambres (150 m) des immeubles jugés non rentables (petits collectifs, pavillons, maisons de villes...)
- en ne réalisant le fibrage « vertical » que des immeubles les plus importants.

Cette situation va créer des inégalités potentiellement difficiles à gérer sur le terrain, d'une rue à l'autre, d'un immeuble à l'autre. Si le locataire ou le propriétaire d'un appartement doit financer le fibrage de son petit immeuble, plus le raccordement dans la rue, alors que cette opération aura été gratuite pour d'autres, il existe une forte probabilité qu'il se tourne vers les acteurs publics qui risquent d'être démunis face à ces inégalités.

Nous aurions attendu que l'ARCEP impose aux opérateurs de négocier a minima avec la collectivité porteuse du SDAN pour trouver des solutions optimales et complémentaires.

On peut dans la continuité de ce raisonnement se poser la question de la prise en compte des schémas d'ingénierie FttH lancés par certaines collectivités lorsque celles-ci s'engagent dans ces actions structurantes. Ils ont notamment pour objectif de donner de la visibilité aux collectivités infra-territoriales, afin qu'elles déploient des infrastructures de réserve à l'occasion de travaux programmés par exemple. Nous attendrions que l'ARCEP impose aux opérateurs de se rapprocher des collectivités qui disposent d'un schéma d'ingénierie en ayant comme point d'entrée le cas échéant la collectivité porteuse du SDAN. Il s'agit in fine de veiller à l'optimisation et à la réutilisation la plus systématique possible des fourreaux disponibles auprès des collectivités. Il n'est malheureusement jamais question de ces aspects concourant au bon usage des investissements publics dans le projet de décision.

Sur un autre plan, la logique de co-investissement ab-initio imposée aux collectivités comme aux opérateurs privés, et pour l'opérateur de réseau mutualisé public ou privé, l'obligation de proposer une offre garantissant à tout moment un droit d'usage pérenne équivalent à celui dont il dispose, pourraient sembler intéressantes d'un point de vue retour sur investissement

et recettes pour le RIP. Cependant, elles font peser un risque fort de dégradation conséquente du modèle économique du RIP avec potentiellement le déploiement d'un réseau concurrent à celui du RIP en particulier pour tout ce qui concerne les offres activées souhaitées par les opérateurs tiers de plus petites tailles.

Enfin, et c'est sans doute l'un des points fondamental, il n'apparaît pas dans le projet de décision de garanties pour une collectivité qui lancerait un RIP la prémunissant du fait qu'un opérateur au-delà de l'horizon 2015 ne vienne déployer son propre réseau FttH sur la même zone déséquilibrant ainsi le modèle économique du RIP. En particulier, nous pouvons formuler des craintes concernant le périmètre des communautés d'agglomérations. En effet, si l'on peut raisonnablement penser que les déploiements auront démarré dans les villes centres d'ici 2015, il n'en reste pas moins que rien ne garantit le RIP FttH qu'un opérateur privé ne vienne prolonger son propre réseau dans d'autres communes de l'agglomération sur lesquelles les collectivités ont déjà déployé une infrastructure publique. Des garanties devraient être apportées par la décision pour qu'une telle situation ne se présente en aucune manière à l'avenir.